



Fonction publique

La réussite du 5 décembre est une alerte au futur gouvernement

Manifestations, rassemblements, grèves nombreuses et majoritaires dans certains secteurs,... la mobilisation des agents publics du 5 décembre a été significative, et nos organisations (CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FAFP) s'en félicitent.

Cette journée a permis aux agent·es publics d'exprimer leur refus très majoritaire :

- de l'allongement du délai de carence à 3 jours ;
- de la diminution de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie ;
- du non-versement de la GIPA en 2024.

Ces trois projets de mesures portés par le ministre démissionnaire Guillaume Kasbarian doivent en conséquence être retirés.

Il est plus que temps de prendre la mesure de la crise profonde dont cette journée n'est qu'une des traductions.

Outre l'abandon des mesures contestées, il appartiendra au futur gouvernement de rétablir la confiance et d'ouvrir les chantiers indispensables relatifs à l'attractivité de la Fonction publique, et à la fidélisation des agents (rémunérations, parcours de carrière et conditions de travail en tête). La seule méthode qui devra prévaloir sera celle du dialogue social, notamment celle de la négociation collective.

Les organisations syndicales demandent aux parlementaires et au gouvernement qui sera désigné de construire une loi de Finances pour 2025 prévoyant des moyens :

- à la hauteur des missions de services publics ;
- permettant des créations d'emplois partout où c'est nécessaire et ouvrant la possibilité d'un plan de titularisation et de résorption de l'emploi contractuel ;
- des mesures salariales générales, bénéficiant à l'ensemble des agents, titulaires et contractuels ;
- la refonte des grilles indiciaires ;
- le renforcement des politiques d'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes.

Nos organisations continueront à rester en contact étroit et conviennent de la nécessité de continuer à porter les revendications exprimées massivement lors de cette journée.

Elles appellent à poursuivre la mobilisation engagée ce jeudi pour peser, si nécessaire, sur le futur gouvernement.

Paris, le 6 décembre 2024